



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DISSAY-SOUS-COURCILLON

DATE DE CONVOCATION : 11 DECEMBRE 2018
DATE D’AFFICHAGE : 11 DECEMBRE 2018
NOMBRE DE CONSEILLERS : en exercice : 14
Présents : 11
Votants : 14 (3 PP)

L’an deux mil dix-huit, le **MARDI DIX-HUIT DECEMBRE**, à vingt heures trente minutes,
Le Conseil Municipal légalement convoqué, s’est réuni à la Mairie en séance publique sous la
présidence de Monsieur Jacques LAUZE, Maire.

Étaient présents : Mrs LAUZE, RICHARD, BOURIN, Mme CHEVALLIER, Mrs DHOMMEE, Mme
HOFFMANN, Mr CHAUVIN, Mmes DURFORT, BOUDEVIN, M. METIVIER et Mme GILBERT-VINCENT.

Absents : Mr GASIOR pouvoir à Mr BOURIN, Mr PEZANT pouvoir à Mr DHOMMEE et Mme MANCEAU
pouvoir à Mr METIVIER

Monsieur BOURIN a été élu Secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal a adopté le compte-rendu de sa précédente séance.

Monsieur Jacques LAUZE, Maire a ouvert la séance et a exposé ce qui suit :

Objet : **INTERCOMMUNALITE** : Urbanisme – débat sur le Projet d’Aménagement et de Développement
Durables (PADD) du Plan Local d’Urbanisme Intercommunal

M. Le Maire expose :

La Communauté de Communes Loir-Lucé-Bercé constituée au 1^{er} janvier 2017, est
compétente depuis cette date en matière d’élaboration des documents d’urbanisme.

Par délibération du 29 juin 2017, la CCLLB a prescrit l’élaboration d’un PLUi sur
l’ensemble de son territoire.

Depuis cette date, les communes du territoire de la CCLLB sont associées à cette
élaboration dans le cadre du Comité de Pilotage constitué, d’ateliers et de réunions
ouvertes à l’ensemble des élus municipaux.

Pour rappel, les étapes d’élaboration du PLUi sont les suivantes :



Après la phase de diagnostic conduite de septembre 2017 à avril 2018, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a été défini au vu des enjeux identifiés dans ce diagnostic. Cette phase du projet a donné lieu à une large concertation en vue de coconstruire ce PADD et de fixer des orientations en matière d'aménagement du territoire à l'horizon 2030.

Conformément à l'article L 151-5 du code de l'Urbanisme, le PADD définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

En outre, l'article L 153-12 du code de l'Urbanisme prévoit que :

Un débat a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale et des conseils municipaux ou du conseil municipal sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L. 151-5, au plus tard deux mois avant l'examen du projet de plan local d'urbanisme.

Les orientations du PADD du PLUi de la CCLLB sont déclinées en 3 axes :

- **Renforcer le maillage du territoire et assurer une mobilité sereine pour tous**
- **Mettre en œuvre les conditions d'un développement équilibré et durable du territoire**

➤ **Valoriser la qualité environnementale du territoire, support d'attractivité et de développement économique**

Conformément à l'article L 153-12 du code de l'Urbanisme, les communes de la CCLLB sont invitées à débattre sur les orientations générales du PADD.

Après une présentation des axes du PADD (annexé à la présente délibération), *M. Le Maire* invite les conseillers municipaux à débattre des orientations générales du projet.

➤ **Remarques :**

- « Les dents creuses » identifiées, ne doivent pas être retenues dans l'enveloppe du PLUi
- YI 78 maison bourgeoise « château de la Joliverie »
- YI 11 propriété M. Mme NOLLET privé et en bordure de départementale (face à la maison bourgeoise)
- YM 10 DUPUY Jean privé – en bordure de départementale - inondable
- AB n°529 Route de St Christophe M. Mme COQUELET privé + jardin

- AB 373 Mme DONNET Jeanne
- AB 84 M. BURIN Jacques privé + inondable
- AB 103 PETIT Alain – AB 104 et 366 copropriétaire /M. Mme FOURNIER – AB 364 – M. SAINOT ET Mme SAINOT AB 365 et 367 BESNARD et GOULET Dominique – AB 99 M. Mme BUSSET Ida - AB 308 BESNARD/BIGNON- CAVES

- AB 29 et 419 M. Mme PETIT – AB 27 BARBIER ROINSOLLE – AB 533 M. Mme HUBERT plusieurs propriétaires – pas d'accès
- AB n°15 M. Mme BRAULT Michel – AB n°10 M. Mme PETIT – AB n°349 VINCENT Annie – AB n°350 et n°6 M. Mme DUBUY André
- AB n°4 Mme PEZANT – AB n° 2 et n°3 DONNET Dominique & Katia – pas d'accès.

- G n° 780 et et N° 781 - 2 maisons privées -famille BRAULT – voir ligne de chemin de fer
- AB n°257 et n° 258M. Mme BOUHOURS
- AB n° 253 Anthony HERVÉ - AB n° 483 BARDY Joël privé
- G n° 695 HUPENOIRE privé pas d'accès - GN° 856 TOLMONT

- G n° 1184 REFFAY Sébastien – G n° 1197 GORGULU privé

Modification du Zonage

- 2) terrains viabilisés :
 - YI 129 - 2 lots commune de Dissay sous Courcillon
 - YI 121 – 122 – 128 - 3 lots M. Francis HARAND
 - G 1148 – 1149 – 1150 – 1151 terrain M. LEQUEU

Le Conseil Municipal

Après en avoir délibéré :

1- acte par la présente délibération la tenue du débat relatif au PADD du PLUi tel que prévu par l'art. L 153-12 du code de l'Urbanisme.

Certifiée conforme.

Le Maire,
J. LAUZE.,

